

Compte-rendu INTERNE de la réunion des 9 organisations de retraité·e·s du vendredi 19 janvier 2024

La réunion s'est tenue dans les locaux de FO. Toutes les organisations étaient présentes, hormis LSR.

Ordre du jour prévu : situation en ce début d'année 2024, journée d'action dans la deuxième quinzaine de mars, expression commune vers le 8 mars, initiative pour les 10 ans du G9, projet de communiqué envoyé par la FSU et FO, projet de lettre à envoyer au 1^{er} Ministre, lettre de relance aux présidents des groupes parlementaires, document sur les mensonges de Macron, conférence de Presse, questions diverses.

Situation en ce début d'année 2024

FO introduit brièvement la discussion : nous avons un nouveau premier ministre et nous n'attendons pas son discours au Parlement puisque le président Macron l'a précédé et a tout dit lors de sa conférence de presse du mardi 16 janvier. C'est significatif, avec l'horreur de la loi immigration faisant sourire Le Pen, le réarmement de l'armée mais pas de la santé (les 37 milliards évoqués sont déjà listés et ne suffisent pas), pas la création de postes, pas le social...

La CGT propose de repousser la conférence de presse après le discours du Premier ministre Attal du 30 janvier et de retenir le 26 mars pour la journée d'action. La loi numérique sera à aborder.

La FGR-FP insiste sur le pacte de stabilité voté à Bruxelles, au niveau de l'Union Européenne, par la social-démocratie, le centre et la droite, qui impose de très sévères normes coercitives, limite les déficits à 1,5 % et non 3 % comme avant. Tous les gouvernements doivent l'appliquer depuis le 1^{er} janvier 2024, et si l'un d'eux atteint un déficit de 4,4 % du PIB et la dette à 60 %, il sera sanctionné dès le printemps puis, avec un échéancier, la commission européenne prendra la main sur le budget défaillant. C'est-à-dire que, de fait, les financiers internationaux piloteront des budgets nationaux. Macron a anticipé ce pacte, il vise de ramener le déficit à 4,4 % d'où notamment sa décision sur les franchises médicales, d'où les diverses expressions contre la revalorisation des pensions de 5,3 % qui coûte 2 milliards à la Sécu... La Cour des Comptes est chargée de regarder s'il est vraiment nécessaire de revaloriser les pensions selon l'inflation. Cela va marquer les mois à

venir. Le pacte de stabilité accorde un délai supplémentaire si des réformes structurelles sont engagées sur la santé, la retraite, le droit du travail. La politique n'est pas décidée par l'État, à côté de cela, la nomination d'Attal ce n'est rien. Quelle campagne vont mener les socio-démocrates et la droite qui ont voté ce pacte ? Macron communique, il ferme les lits en prétextant que c'est une conséquence du nombre de médecins, sans dire pourquoi il y a moins de médecins.

Nous devons mobiliser, les 5,3 % sont le respect du droit grâce à nos mobilisations, et nous devons interpellier les élus sur leur politique face au pacte de stabilité.

La FSU anticipe les propos du gouvernement qui va dire « *ce n'est pas nous, c'est l'Europe qui nous impose* », mais il a voté le pacte de stabilité ! On pense toujours qu'on a touché le fond, mais nous n'avons qu'un demi-ministre de l'Éducation, pas de ministre de la Fonction publique qu'une loi va détruire (davantage de contractuels, avancement au mérite), pas de ministre du logement qui est pourtant un problème, le cumul pour un seul ministère du travail, de la santé et des solidarités, c'est énorme (la loi est retoquée, mais le président du HCFEA n'est pas convaincu que la loi promise arrivera prochainement). L'idée se développe qu'il n'y a pas d'autre solution puisqu'il n'existe pas d'alternative de gauche, qu'il ne reste que le RN et sa préférence nationale dans la loi immigration. La démocratie est mise en cause par la façon dont s'effectue le pilotage des affaires en France.

Solidaires partage ce qui a été dit et ajoute que le résultat de toutes ces politiques (voir l'enquête d'Oxfam) est la concentration des patrimoines et des fortunes, l'enrichissement des plus riches et des actionnaires du CAC 40 ... au détriment du reste de la population. Avec nos actions, on a gagné le respect de la loi et évité le pire, mais nous subissons des menaces suite à cette revalorisation de 5,3 %. Les riches s'enrichissent au détriment des jeunes et du pays qui est au bord de la faillite. Le RSA impose un travail gratuit, les minima sociaux sont menacés. Le mouvement social est faible en France et en Europe. Le syndicalisme français est divisé, la démarche CGT-FSU est intéressante, elle fait suite à l'unité du printemps sur les retraites qui a rendu plus forte l'unité d'action. Le mouvement social est atone depuis. La gauche, qui pourrait porter nos revendications, n'est pas crédible, une partie d'entre elle a voté l'austérité. En 1982, Delors a mis fin à l'indexation des salaires sur l'inflation, sur ordre de l'Allemagne et de l'Europe des banques. À l'époque, au Ministère des Finances, nous avons rencontré Delors qui a évoqué le cadre européen, la monnaie, l'inflation, les investissements... pour tenter d'expliquer le tournant de la rigueur dans lequel nous sommes toujours. L'autre gauche reste peu crédible, incantatoire, avec des égos incompréhensibles ... il ne faut compter que sur nous-mêmes !

Ensemble & solidaires pense que l'on recule depuis 1968, notre forme d'action doit être à la hauteur de la violence que l'on nous inflige. Les économies sur le social s'accumulent, sans publicité, la Sécu est bientôt finie. Quelle action retentissante ? Des manifs le dimanche ne feront pas reculer Darmanin.

La CFTC note que Macron exclut l'armement de l'austérité, le gouvernement prépare la dictature. Le congé de naissance passe de 3 ans à 6 mois, 250 000 personnes s'inquiètent de la fin de la possibilité de s'occuper de leurs enfants, la Sécu et la santé vont subir le départ des médecins étrangers qui ont raté une épreuve non préparée.

FO rappelle la tentative du gouvernement de piller l'Agirc-Arrco, ce qui fait partie du pacte de stabilité qui impose de piller ce qui appartient aux salariés. La résistance a empêché ce pillage, mais ça va revenir. L'ensemble des réserves des caisses de retraite représente 1,5 point de PIB, sur lequel le gouvernement et l'Europe lorgnent.

La CGT revient sur l'Agirc-Arrco, une réunion de travail des partenaires sociaux va se tenir. Si nous n'avons rien fait, nous serions sous la table. La CGT discute avec les copains lors de la remise des cartes. Nous n'aurons pas des milliers de manifestant-es,

mais nous en avons eu beaucoup contre l'augmentation de la CSG. Il faut décentraliser au maximum pour mobiliser partout et les mettre en difficulté. Nous devons bousculer partout les élu-es.

FGR et FSU ont croisé Danièle Obono (Paris, 18^e arrondissement) qui n'a pas vu notre demande et a promis de répondre. Elle nous invite à sa réunion de compte-rendu de mandat le 25 janvier à 19 h au cours de laquelle elle évoquera sa proposition de loi qui oblige l'État à un accueil physique dans les services publics.

Les camarades de l'Isère ont été reçus par les député-es LFI et écolo qui ont convenu que la loi immigration remettait en cause l'universalité du droit dit universel, et que les victimes suivantes seront les chômeurs. L'exemple de la Grande-Bretagne est édifiant, la réduction de 5% des allocations familiales a été suivie de réductions successives.

La CFE-CGC admet qu'il faut se battre sur le pouvoir d'achat mais que nous devons insister aussi sur les sujets crédibles : sauver la Sécu, empêcher les transferts sur d'autres caisses, réfléchir sur nos retraites et l'Agirc-Arrco dont la négociation est un peu en arrêt, insister le 8 mars sur l'égalité des chances avec toutes les organisations syndicales et descendre probablement dans la rue.

La FSU a constaté que, suite à l'annonce de la revalorisation de 5,3 %, nous nous sommes sentis légitimés sur les marchés, cette augmentation est jugée juste. La FSU est d'accord pour élargir la mobilisation à la santé et à l'avenir de la Sécu, et pour réassoier la solidarité intergénérationnelle. Selon Oxfam, les 5 plus grosses fortunes ont doublé leur fortune, même pendant la Covid.

Solidaires informe que les retraité-es en Belgique font des actions visibles et stimulantes (le Gang des vieux en colère) dont nous pourrions nous inspirer ; en Espagne, un travail de terrain est mené par les organisations de personnes retraitées qui passe par des réunions citoyennes dans les territoires. En France, pour le G9, avec nos 10 ans d'expérience, nous pouvons nous permettre de nous lancer sur une politique de longue haleine.

FO confirme que la COESPE nous a invités et que des organisations y ont participé.

La CFTC pense qu'il faut inciter les départements à réagir. Elle cite l'exemple de deux Ehpad déplacés dans un endroit verdoyant, l'intersyndicale a obtenu un droit de réponse sur l'augmentation des tarifs. Il faut faire des droits de réponse systématiques.

Communiqué FO-FSU

FO et FSU ont envoyé un projet de communiqué sur leur attachement à la paix face au développement des conflits et des guerres, sur la nécessité de retrouver la primauté à la démocratie dans notre pays, d'arrêter la criminalisation de l'action syndicale et sur les revendications des retraité·es.

La FSU explique pourquoi il serait utile de s'exprimer sur la situation internationale et l'absence de démocratie, la criminalisation de la vie syndicale, les revendications des retraité·es.

La CFTC et la CFE-CGC expriment leurs réticences à une expression jugée trop politique, les 7 autres organisations valident le communiqué et son envoi. La CFE-CGC ne se retrouve pas dans le premier paragraphe qui est politique. La CFTC l'approuve, elle est apolitique et doit se contenter d'être pour la paix.

Solidaires approuve le texte, ajoute qu'à Solidaires nous n'avons aucun problème pour parler de la paix, de la politique d'apartheid menée par l'État d'Israël, de l'autoritarisme du gouvernement français, etc. Mais il est rappelé qu'à Solidaires, nous voulons travailler de façon consensuelle au G9. Là, il faut deux communiqués séparés, l'un avec les 9 logos, pour inviter à notre conférence de presse avec nos revendications, l'autre avec les logos des structures qui en seront d'accord, pour une expression sur la paix, les menaces sur la démocratie, etc.

Ensemble & solidaires est d'accord pour le communiqué présenté en deux textes mais assure qu'on en prendrait plein la gueule à cause du mélange.

Décision : CFTC et CFE-CGC ne signent pas le communiqué sur la paix, etc. ; les 6 autres organisations valident le communiqué et son envoi. La question sera posée à LSR pour connaître sa position (après la réunion, elle a accepté et ce communiqué est à 7 organisations).

Conférence de presse

Elle se tiendra lundi 5 février à partir de 10 h 45 dans les locaux de la CGT.

La CGT prépare un projet de texte qui reprendra nos revendications et invitera la presse à venir assister à notre conférence de presse.

C'est la CGT qui rédigera le projet et assurera ensuite l'envoi. Au soir de la déclaration de politique générale d'Attal le 30 janvier, nous nous contacterons pour voir comment nous analysons son discours.

Lettre au premier ministre et lettre aux groupes parlementaires

Les remarques signalées avant et pendant la réunion sont intégrées. Les deux lettres sont adoptées et seront envoyées par FO (Didier Hotte) après dernière relecture.

Au sujet de la députée Danièle Obono (Paris, 18^e arrondissement) qui nous a invité à son compte-rendu de mandat le 25 janvier à 19 h au cours duquel elle

évoquera sa proposition de loi qui oblige l'État à un accueil physique dans les services publics, nous irons et nous pourrions insister auprès des sénateurs pour qu'elle soit adoptée aussi au Sénat.

Comme d'habitude, nous n'envoyons pas au RN, mais ne le mettons pas en avant.

Haut Conseil de l'Âge :

La FSU a envoyé un projet d'expression contre la loi immigration et ses conséquences aux membres du G9 qui y siègent et aux responsables des organisations qui n'y siègent pas, car nous travaillons tous ensemble. La CFE-CGC n'était pas pour cette expression ...mais le Président du HCA nous a précédé et a annoncé qu'était proposé un travail transversal des 3 conseils du HCFEA (enfance, famille et âge) sur les conséquences de la loi immigration sur l'accès aux prestations et services des familles étrangères. Dans le champ du grand âge, est concernée l'APA. Dans les autres champs, sont

concernées diverses prestations, le logement et le droit opposable, les droits des étudiants de plus de 16 ans, ... « *L'objectif est de publier une note d'analyse commune aux trois Conseils au cours du premier semestre 2024* ».

Nous sommes bien conscients qu'une partie des responsables de la haute fonction publique, dont le HCFEA, tiennent au respect des droits, voire souhaitent empêcher l'application de cette loi. Le président du Haut conseil de l'âge a demandé à être soutenu lors de son introduction de la séance plénière du HCFEA (trois conseils).

La CGT confirme qu'une partie des responsables de la fonction publique sont contre la loi et veulent empêcher son application. Le haut conseil devrait se prononcer sur l'APA, l'âgisme, la réversion (comme le COR avec les suppléments familiaux), la maltraitance.

La CGC signale que peu de personnes sont impactées par l'APA, car il faut un logement

pour en bénéficier. Elle confirme qu'elle était opposée à s'exprimer sur la loi au haut conseil, puis que le début du discours du président l'a fait changer d'avis.

La CFTC informe que la FERPA a envoyé une lettre aux candidats européens, ne devons-nous pas envoyer la nôtre aux candidats ?

FO est d'accord, mais préfère attendre, nous avons le temps de l'envoyer.

Journée d'action des retraité.es

La CGT propose le mardi 26 mars. Cette date est adoptée. Pour Paris, il n'est pas évident de demander à aller voir Attal, nous sommes certains que nous n'aurons aucune réponse, et un rassemblement près de Matignon, ce n'est jamais facile à gérer. Au fur et à mesure que la date des JO se rapproche, certains quartiers de Paris vont devenir de plus en plus difficiles pour y manifester. La CGT propose de terminer à Bercy, où il y a de la place, où nous pouvons être reçus et où il serait possible ensuite de rendre compte de l'audience.

Solidaires rappelle qu'on a déjà fait à Bercy, qu'il est dur de remplir toute la place, que le lieu est un peu un « trou à rats » où nous sommes peu visibles. En tout état de cause, il faut une manifestation qui précède le rassemblement, pour se faire voir et entendre.

FO rappelle qu'à Bercy, nous avons pu rencontrer Dussopt et qu'un compte-rendu avait pu être fait sur place. Les toubibs médecins à diplôme étranger (MDE) viennent d'être reçus et ont obtenu un an pour passer l'examen malgré leur temps de travail qui leur laisse peu de temps pour le préparer.

FSU ajoute que si nous sommes reçus, il faut une animation pour occuper les « foules ».

Les mensonges de Macron

Le projet envoyé par Solidaires convient. Il représente un outil que chaque équipe utilisera à sa façon.

Rencontre avec Delphis, une association de bailleurs sociaux :

FO informe que cette association s'occupe du logement social, elle programme des constructions dans les territoires, ... Bien sûr, elle cherche à augmenter son audience, travail intéressant, cherche des clients.

La CGC s'interroge sur le bien être des personnes âgées, est-ce que les plus de 60 ans peuvent entrer dans un logement social ? Pas à Paris et dans le privé, c'est très difficile.

Décision : nous acceptons cette rencontre, dans un contexte où la loi vient de changer les règles, de faire entrer dans la légalité le logement clandestin et les marchands de sommeil. La CFTC et la CFE-CGC nous représenteront lors de cette rencontre.

Journée du 8 mars

La FSU informe qu'elle va proposer un texte, comme les années précédentes.

La FGR-FP souhaite que notre expression aborde la commande de Borne au COR dans l'objectif de remettre en cause les droits sociaux de la réversion et les violences faites aux femmes que cela représente. Borne considère que la femme travaille et n'a pas besoin d'une réversion. Elle oublie que les CDD concernent à 70 % des femmes, elle oublie les précaires, les faibles revenus, le rôle du gouvernement de corriger les inégalités. Les

inégalités des droits à certain·es renforcent la précarité. L'accès à la retraite s'effectue dans de plus mauvaises conditions depuis la réforme. La réduction des pensions est programmée. Il propose de réaliser un dossier, en dehors de la journée du 8 mars qui sera, de fait, centrée sur « pour ou contre Depardieu ».

FO pense que nous devons mettre en avant la réversion qui peut mettre du monde dans la rue. Elle fait le lien avec le pacte de stabilité.

La CGT évoque la grève du 8 mars dans les boîtes sur l'ensemble de la plateforme revendicative. Les retraité·es doivent être visibles avec une banderole dans les manifs. Le magazine « Notre temps » consacre une page entière aux réversions (dont la CFDT souhaite la disparition, ce qui a contribué à la construction du G9).

Solidaires approuve l'expression habituelle pour le 8 mars, et souhaite aussi que le G9 fasse plus qu'un communiqué. Elle propose qu'on en fasse plus cette année, avec, par exemple, un débat ouvert, une réunion de deux heures, qui insisterait sur la réversion et contrerait la CFDT, qui développerait des arguments.

Anniversaire du G9

Il est décidé le principe d'un colloque sur « les 10 ans du G9, un exemple d'unité d'action » avec un·e sociologue qui pourrait intéresser les participant·es. Jean-Marie Pernot, qui travaille sur le syndicalisme,

Décision :

- La FSU propose un texte pour le 8 mars, comme les années précédentes.
- Un colloque sera organisé à Paris et chaque organisation cherche un·e intervenant·e spécialiste de la réversion qui pourrait y participer dans la semaine du 8 mars. C'est la FSU (Marylène Cahouet) qui centralise les propositions de « spécialistes » pouvant venir animer notre colloque.

est évoqué, la FSU le contacte et lui propose la date de jeudi 23 mai, à 14 heures. Le colloque se tiendra sur Paris. Il faudra chercher une salle. Il s'agira d'une réunion ouverte aux militantes et militants.

Prochaine réunion : lundi 5 février 2024 à 14 h dans les locaux de la CGT (après la conférence de presse du matin, aussi à la CGT).